

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE RODEREN  
SEANCE DU 9 MARS 2017**

<b>Nombre de membres du Conseil Municipal :</b>	<b>15</b>
<b>En exercice :</b>	<b>14</b>
<b>Qui ont pris part à la décision :</b>	<b>14</b>
<b>Date de la convocation :</b>	<b>22 février 2017</b>
<b>Date d'affichage :</b>	<b>22 février 2017</b>

L'an deux mil dix-sept, le 9 mars à vingt heures, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christophe KIPPELEN, Maire.

Présents : Mmes et MM. WINTERHOLER Maurice, Eric SOENEN, Béatrice TESTUD, Hubert SCHNEBELEN, Sandra COLOMBO, Jocelyne SOURD, Marc WILLEMANN, Marie-Thérèse WELKER, Nadia REINOLD, Nicole SELLITTO, Emmanuelle RUFF.

Excusés : M. Eugène SCHNEBELEN qui a donné procuration à Mme Béatrice TESTUD.  
M. Rémi TSCHIRHART qui a donné procuration à M. Christophe KIPPELEN.

**Objet de la délibération : Opposition au transfert de la compétence PLU à la CCTC**

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové n° 2014-366 du 24 mars 2014, dénommée loi ALUR, modifie dans son article 136 les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération.

Elle donne désormais aux EPCI la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Cette compétence sera effective à l'expiration d'un délai de trois ans après l'adoption de la loi pour les intercommunalités ne l'ayant pas déjà acquise, tout en apportant une exception dans le cas où « au moins 25% des communes représentant au moins 20% de la population s'y opposent dans les trois mois précédant le terme du délai d'applicabilité ».

Il en résulte que le transfert aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération de la compétence en matière de PLU interviendra le 27 mars 2017, sauf en cas d'opposition des communes dans les conditions exposées ci-dessus.

**Considérant l'intérêt qui s'attache à ce que la commune conserve sa compétence en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme**

**Et vu l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014**

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **décide de s'opposer au transfert de la compétence PLU à la Communauté de Communes de Thann-Cernay**
- **demande au conseil communautaire de la CCTC de prendre acte de cette décision d'opposition.**

Roderen, le 10/03/2017  
Le Maire :

Christophe KIPPELEN